

# DÉCLARATION DU



*Ministère des Relations extérieures  
République de Cuba*

## **Les États-Unis intensifient leur campagne contre la coopération médicale internationale cubaine**

Le peuple de Cuba et la communauté internationale sont conscients de la campagne malhonnête que le gouvernement des États-Unis a lancée depuis 2019 pour discréditer la coopération médicale internationale cubaine, pour faire pression sur les gouvernements qui en bénéficient et pour priver les peuples de ces services de santé.

Le ministère des Relations extérieures dénonce le fait que, dans le cadre de cette offensive, le gouvernement étasunien a exercé des pressions et des chantages sur l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Face à la menace des États-Unis de ne pas verser leur quote-part en tant que premier contributeur au budget de l'Organisation, le Secrétariat de l'OPS a été contraint d'accepter ce qu'il appelle « une révision externe du rôle de l'OPS dans le programme "Davantage de médecins pour le Brésil" », auquel des milliers de professionnels cubains ont eu l'occasion de participer à la demande expresse du gouvernement populaire du Parti des travailleurs, et qui a fait l'objet de la campagne de diffamation la plus grossière des États-Unis et du gouvernement brésilien actuel.

Les prétendues préoccupations des États-Unis concernant la coopération de Cuba, en l'occurrence le programme « Davantage de médecins », ne sont ni légitimes ni pertinentes pour être discutées à l'OPS.

Le programme « Davantage de médecins », qui a fait l'objet d'audits préalables dont les résultats ont été positifs, avait été mis en place dans le cadre d'un accord tripartite entre le gouvernement cubain, le gouvernement brésilien de l'époque et l'OPS.

Ce programme a permis aux médecins cubains du Brésil de soigner, entre août 2013 et novembre 2018, 113 359 000 patients dans plus de 3 600 municipalités, offrant ainsi une couverture médicale permanente à 60 millions de Brésiliens. Grâce à ce programme, les soins de base et la couverture sanitaire des Brésiliens ont été étendus, l'accès et l'offre d'actions sanitaires ont été accrus et les indicateurs de santé de la population ont été améliorés, ce qui a permis de réduire les hospitalisations grâce au travail préventif des médecins.

Le niveau de satisfaction et d'approbation des patients, des médecins et des responsables du programme était élevé. Selon une étude de l'Université fédérale du Minas Gerais (UFMG), 95% des patients étaient satisfaits ou très satisfaits du programme.

Si Cuba n'avait pas été contrainte de retirer ses médecins du Brésil, ceux-ci auraient pu contribuer au contrôle et à la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans ce pays, le deuxième le plus touché au monde.

Comme indiqué dans la Déclaration du ministère de la Santé publique du 14 novembre 2018, Cuba a pris la décision de ne plus participer au programme « Davantage de médecins » face à la servilité du président brésilien Jair Bolsonaro, qui, adoptant une attitude dédaigneuse et menaçante envers nos coopérants et au mépris de l'OPS et de ce qu'elle avait convenu avec Cuba, a imposé des modifications aux termes du Programme, ce qui a entraîné une violation des garanties initialement convenues et des conditions inacceptables pour la permanence de nos professionnels.

Il est révoltant de constater que le gouvernement des États-Unis tente de manipuler à sa guise les organismes internationaux et régionaux. Chacun sait qu'il n'existe aucun document adopté par les organes directeurs de l'OPS accordant un mandat ou une approbation juridique pour cette révision, ou la rédaction de ses « Termes de référence ».

La rédaction a été assurée par un groupe composé des États-Unis, du Brésil, du Secrétariat de l'OPS lui-même et du Canada, ce dernier jouant le rôle de médiateur entre les parties. Pour aggraver les choses, tout ce processus de révision intervient sur le compte du budget ordinaire de l'OPS.

Sans aucun mandat, un cabinet d'avocats étasunien a été engagé qui, en 180 jours, doit émettre une évaluation adaptée et donc prédéterminée selon les « Termes de référence » que ce groupe sélect dirigé par les États-Unis a déjà définis.

Toute personne ayant le moindre sens de l'honnêteté, une connaissance des objectifs et du comportement du gouvernement des États-Unis, ou un minimum de bon sens, ne saurait douter que nous sommes confrontés à une attaque frontale contre le multilatéralisme, à une manipulation grossière à des fins politiques de l'OPS et à une extension de l'agression contre Cuba.

À la suite de la dénonciation de cette manœuvre par le ministre de la Santé publique, José Angel Portal Miranda, lors du 58e Conseil directeur de l'OPS, le 28 septembre dernier, il a été démontré dans les interventions des représentants du Département d'État que le gouvernement des États-Unis est à l'origine des pressions exercées contre cette Organisation, contre les programmes de coopération de Cuba avec les États membres de la région et contre la soi-disant « révision externe » du Programme Davantage de médecins pour le Brésil.

Les États-Unis sont allés plus loin en s'opposant à l'élection de Cuba comme membre du Comité exécutif de l'OPS, une démarche qui a échoué face au soutien unanime à la

candidature de Cuba. Lors des sessions du Conseil, plusieurs pays ont reconnu et remercié le personnel de santé cubain pour sa solidarité et sa coopération dans la lutte contre la COVID-19.

Notre Ministère tient à dénoncer la préparation d'une évaluation fallacieuse et mensongère promue par et pour les buts agressifs des États-Unis dans leur acharnement à discréditer la coopération internationale de Cuba.

Il est regrettable que par cette nouvelle manœuvre, le gouvernement des États-Unis tente de porter atteinte aux relations de Cuba avec l'OPS, qui ont toujours été fondées sur la coopération, le respect, l'identification commune d'objectifs et de valeurs humanistes, et l'engagement à garantir des services de santé de qualité à la population. Sur ces bases, une relation a été construite, dont Cuba est fière.

Le Ministère ratifie l'engagement ferme de Cuba en faveur du développement et de la durabilité de son système de santé au profit du peuple cubain et de la coopération avec les peuples de la région et d'autres parties du monde.

Cuba est en capacité de le faire, grâce à ses propres efforts. C'est une réalité que nul ne peut changer.

L'accès à la santé est un droit humain et les États-Unis commettent un crime lorsqu'ils cherchent à priver des millions de personnes de ce droit inaliénable.

Comme le soulignait la Déclaration du ministère des Relations extérieures du 5 décembre 2019, il est immoral et inacceptable que la dignité, le professionnalisme et l'altruisme des plus de 400 000 travailleurs de la santé cubains qui, en 56 ans, ont accompli des missions dans 164 pays, soient remis en question.

Le durcissement du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba, dont les effets sont particulièrement dévastateurs dans le contexte de la pandémie de COVID-19, n'a pas pu et ne pourra pas empêcher notre pays de partager ses modestes ressources avec d'autres peuples du monde qui en ont besoin.

En plus d'affronter la pandémie à Cuba, et animé par la vocation solidaire et humaniste de notre peuple, le pays a renforcé sa coopération médicale internationale en envoyant plus de 3 800 coopérants organisés en 52 brigades médicales dans 39 pays et territoires touchés par la maladie, qui ont rejoint ceux qui assuraient déjà des services dans 59 États avant la pandémie.

Comme le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, le soulignait dans sa Réflexion du 2 octobre 2014, intitulée « L'heure du devoir », « Le personnel médical qui part pour n'importe quel endroit pour sauver des vies, y compris au risque de perdre la sienne, est le plus bel exemple de solidarité que puisse offrir l'être humain. »

La Havane, le 30 septembre 2020